

Claire Mauss-Copeaux, *Algérie, 20 août 1955. Insurrection, répression, massacres*, Paris, Payot, 2011, 279 p.

Andrea Brazzoduro

« Comment tracer la carte du séisme vécu par les Algériens et les Français du Constantinois au mois d'août 1955 ? Comment décrire et analyser l'insurrection et les représailles, alors qu'elles se sont étroitement mêlées dans le grand désordre de la violence et que des Algériens et des Français se trouvent encore enfermés dans la douleur ? Comment parler de ces événements, enjeux d'un conflit de mémoire qui se poursuit toujours¹ ? » Claire Mauss-Copeaux pose d'emblée cartes sur table. Elle n'a pas essayé d'escamoter la réalité, d'en réduire la complexité : au contraire l'auteure relève ce défi historiographique avec un livre pionnier où, en spécialiste de l'histoire du conflit franco-algérien et de ses représentations, elle étudie minutieusement l'événement ainsi que les discours qui depuis presque soixante ans continuent de le décliner au présent.

Enkysté en profondeur dans les mémoires opposées des uns et des autres, « août 1955 » a produit jusqu'à présent quelques récits mémoriels mais – du moins en France – presque aucune monographie spécifique (à de rares exceptions, comme la communication de Charles-Robert Ageron au colloque « La guerre d'Algérie et les Algériens », organisé par l'Institut d'histoire du temps présent en 1996²).

Avec ce livre, Claire Mauss-Copeaux nous offre les résultats d'une recherche de longue haleine³. Le lecteur familier de l'historiographie du conflit franco-algérien appréciera l'éventail de sources les plus disparates ici mobilisées : les archives militaires françaises (où l'auteure s'est plongée dès leur ouverture partielle, en 1992) sont complétées par une lecture croisée avec la presse (d'Algérie et de métropole) ainsi qu'avec les registres des décès de chaque commune (source décisive pour préciser le nombre des victimes « européennes »). Dans l'enquête, les lieux aussi sont arpentés et interrogés. Les mémoires écrits, les rares romans ainsi que les monuments aux morts, les photographies, les bandes dessinées, les films documentaires et les sites internet sont pris en compte pour esquisser les contours

1 Claire Mauss-Copeaux, *Algérie, 20 août 1955. Insurrection, répression, massacres*, Paris, Payot, 2011, p. 73.

2 Voir Charles-Robert Ageron, « L'insurrection du 20 août dans le Nord-Constantinois. De la résistance armée à la guerre du peuple », dans Charles-Robert Ageron (dir.), *La Guerre d'Algérie et les Algériens, 1954-1962*, Paris, Armand Colin, 1997, p. 27-50. Mais cf. aussi Mahfoud Kaddache, « Les tournants de la Guerre de libération au niveau des masses populaires », Charles-Robert Ageron (dir.), *La Guerre d'Algérie et les Algériens...*, op. cit., p. 51-70.

3 Voir, comme trace de ce parcours de recherche, Claire Mauss-Copeaux, « Le 20 août 1955, interrogations à propos d'un événement, de ses sources et de ses représentations », intervention au colloque organisé à l'Ens Lyon les 20-22 juin 2006, *Pour une histoire critique et citoyenne. Le cas de l'histoire franco-algérienne*. Texte et vidéo sont accessibles en ligne : <http://w3.ens-lsh.fr/colloques/france-algerie/> (dernière consultation 27 mai 2011).

des superficies d'énonciation mémorielle, actives (et contraignantes) de ce côté de la Méditerranée comme de l'autre.

La première question à laquelle Claire Mauss-Copeaux essaie de répondre est donc : que s'est-il passé exactement, dans le Nord-Constantinois, à la fin du mois d'août 1955 ? Établir d'abord les faits dans leur succession : c'est la démarche de la recherche historique. Mais les faits n'existent que dans des dispositifs narratifs spécifiques qui les accueillent au sein d'une chronologie qui leur donne un sens et les inscrit ainsi dans la durée. L'analyse archéologique de ces récits (de tout ordre et registre) répond donc au deuxième questionnement de l'auteure : de quoi « août 55 » est-il le nom ? Le travail critique aborde ici autant les *res gestae* que l'*historia rerum gestarum* et les met en perspective, les lit en contrepoint pour mieux faire apparaître les échos et les écarts significatifs.

En guise d'ouverture, l'auteure nous introduit dans la société coloniale du Nord-Constantinois de la moitié des années 1950. Il suffit alors de regarder l'espace bâti pour s'apercevoir que « les villes récentes, créées de toutes pièces par l'administration coloniale, comme Philippeville, "ville de colonisation par excellence", reflèt[ent] dans l'organisation de l'espace urbain la hiérarchie des groupes et des pouvoirs⁴ ». Dix ans après la terrible répression du 8 mai 1945 (qui a fait au moins 15 000 morts dans le Constantinois), le rapport de force sorti du champ de bataille est inscrit dans l'architecture institutionnelle du pays – ce « deuxième collègue sans ambiguïté », écrit Claire Mauss-Copeaux⁵ – qui fait que « la majorité démographique est transformée en minorité civique, afin que la loi et l'ordre restent entre les mains des Européens dans tous les domaines⁶ ».

C'est dans ce contexte – opportunément rappelé – que, le 20 août 1955, les indépendantistes algériens de la zone 2 (Constantinois) organisent une offensive d'envergure. Dix mois après le déclenchement de la lutte de libération, commencée dans la nuit du 31 octobre 1954, pour les hommes du Front de libération nationale (FLN), il s'agit tout d'abord d'alléger la pression sur la région voisine des Aurès-Nememcha où l'armée française a déployé un imposant dispositif de répression qui étouffe le maquis autant que la population locale.

L'insurrection – qui voit, dans l'ensemble, des dizaines de milliers d'Algériens rejoindre les combattants de l'Armée de libération nationale (ALN) – touche vingt-huit localités simultanément et en plein jour, dans un quadrilatère compris entre Collo, Philippeville (Skikda), Guelma et Constantine. Elle a lieu le jour du deuxième anniversaire de la déposition du sultan du Maroc, manifestant ainsi le soutien des Algériens aux Marocains. Les objectifs visés par les insurgés sont eux-mêmes hautement symboliques. Dans presque chaque agglomération, les cortèges, après avoir gagné le centre, s'attaquent à des gendarmeries, casernes, bureaux de poste,

4 Claire Mauss-Copeaux, *Algérie, 20 août 1955, op. cit.*, p. 21 (la citation est extraite de *L'Album de l'Algérie heureuse*, Paris, Robert Laffont, 1978, p. 30).

5 Claire Mauss-Copeaux, *Algérie, 20 août 1955, op. cit.*, p. 37.

6 Omar Carlier, « Violence(s) », dans Mohammed Harbi et Benjamin Stora (dir.), *La Guerre d'Algérie, 1954-2004, la fin de l'amnésie*, Paris, Robert Laffont, 2004, p. 357.

ateliers, dépôts et docks. Les « pieds-noirs » rencontrés par l’auteure « remarquent que personne n’a tenté de pénétrer chez eux⁷ ».

Différents ont été les cas d’El Alia et Aïn Abid, sur lesquels l’auteure concentre son enquête. Dans ces deux villages, l’offensive a viré au massacre. Au village minier d’El Alia ont été tués 35 « Européens » (sur environ 130 qui y vivaient) ; à Aïn Abid, il en a été tué 7, tous appartenant à la même famille de propriétaires terriens. Comme cas d’étude, numériquement, cela représente plus de la moitié des 71 civils « européens » assassinés pendant l’insurrection dans l’ensemble du Constantinois (à ces 71, il faut ajouter 31 militaires et 21 Algériens, pour un total de 123 victimes). Mais si dans le cas d’Aïn Abid, où une seule famille a été touchée, « l’hypothèse d’un règlement de comptes [est] à envisager », dans le cas d’El Alia – observe encore Claire Mauss-Copeaux – « les logiques qui ont conduit les insurgés au seuil du passage à l’acte n’ont pas été identifiées⁸ ». On reconnaît là deux traits constitutifs de la bonne historiographie : la passion pour la reconstruction méticuleuse toujours couplée avec la conscience des limites structurelles de l’entreprise, ces zones d’ombre qu’il faut intégrer à la recherche comme telles, faute de “traces”. On comprend aussi que cette posture méthodique ait provoqué les colères foudroyantes des quelques militaires à la retraite et autres nostalgiques du paradis perdu : toutefois « ces précisions – écrit Claire Mauss-Copeaux – ne remettent pas en cause le massacre, ni son extrême gravité, mais en établissent exactement les limites. El Alia n’est pas Oradour⁹ ».

L’auteure prend en effet en examen les récits instrumentaux qui, formulés à l’époque des événements, continuent depuis soixante ans à véhiculer une image hypertrophiée à l’extrême de la violence contre les civils (en ceci fort peu respectueux des morts). *Paris-Match* en septembre 1955 relatait le chiffre exact de 34 morts pour El Alia ; en 2002 il en comptait 59¹⁰. Ainsi, en 1990, on pouvait lire dans un autre hebdomadaire ce genre de récit : « Une foule aveugle et fanatisée, encadrée par l’ALN, hommes et femmes, armés de fourches et de serpes, se répand dans le quartier blanc, égorge les enfants, découpe le ventre des Européennes enceintes à coups de serpe. Des femmes musulmanes plantent des pioches dans le vagin d’autres femmes. Des bébés sont lancés à toute force contre les murs. Des gamins arabes participent joyeusement à la fête, achèvent le travail des adultes en frappant du pied d’autres gosses qui agonisent¹¹. » Au miroir de ces figures archétypiques, on a un aperçu du regard colonial sur « l’Autre » : musulman nécessairement fanatique, tueur à l’arme blanche, violeur... La source de ces récits est aisément repérée par l’historienne dans un pamphlet du gouverneur général Jacques Soustelle : *Aimée et souffrante Algérie* (Plon, 1956). Reprises par le journaliste Yves Courrière dans son volume à succès *Le*

⁷ *Ibid.*, p. 107.

⁸ *Ibid.*, p. 166 et 134.

⁹ *Ibid.*, p. 128.

¹⁰ *Paris-Match*, n° 336, septembre 1955, p. 23 ; et n° 2758, avril 2002, p. 68. Cité dans Claire Mauss-Copeaux, *Algérie, 20 août 1955, op. cit.*, p. 127.

¹¹ Patrick Sery, *L’Événement du jeudi*, 18-24 octobre 1990, p. 78-79, cité dans Claire Mauss-Copeaux, *Algérie, 20 août 1955, op. cit.*, p. 130.

Temps des léopards (Fayard, 1969), ces allégations se sont imposées comme sens commun. Mais confrontés aux archives militaires et civiles, et même aux récits des survivants au massacre, ces horreurs se révèlent des fantasmes : « La réalité est bien assez tragique – dit une des rescapées d'Aïn Abid –, ce n'est pas la peine d'en rajouter¹². »

Demeure toutefois la question de la responsabilité des dirigeants du FLN/ALN. En suscitant la participation paysanne à l'insurrection, le risque de débordements était à prendre en compte. On sait que, en août 1956, au congrès des dirigeants dans la vallée de la Soummam, le déroulement de l'action fut critiqué. Fin juillet 1955, à la réunion préparatoire de l'insurrection, à Zamane, quelles ont été les directives concernant les civils données par Youcef Zighout, le chef de la zone 2 ? Autrement dit, le massacre a-t-il été programmé, planifié par le maquis du Constantinois, comme le veut un certain sens commun ? En l'état de la recherche, impossible de trancher : toutefois, Claire Mauss-Copeaux avance avec prudence deux considérations. Si l'objectif eût été le massacre, dans les quatre heures pendant lesquelles les insurgés sont restés à El Alia ils auraient fait davantage de victimes. D'ailleurs, en septembre 1956, Zighout, de retour de la Soummam, était tué par un commando du 4^e RIC, qui récupérera ses archives de campagne. Si le moindre document pouvait accuser le chef du Constantinois cela aurait été immédiatement exploité : le silence observé par l'armée – conclut l'historienne – « conduit à supposer qu'aucune archive n'accusait le responsable de la zone 2¹³ ». La dynamique la plus probable des événements est donc à chercher ailleurs (et l'auteure évoque à juste titre l'ouvrage de Gérard Noiriel sur le massacre des Italiens à Aigues-Mortes). Dans un contexte traversé par des fortes tensions subjacentes, l'action insurrectionnelle menée par les combattants de l'ALN bute sur un accident de parcours aléatoire (un coup de fusil tiré depuis la maison d'un maçon « européen » ?) : il suffit d'une étincelle, le bruit court, l'insurrection devient émeute qui vire à son tour au massacre.

Au-delà des figures archétypiques de l'imagerie colonialiste, évoquées plus haut, les récits d'août 1955 hantés par l'ultra-violence de l'Arabe massacreur intègrent un dispositif précis, qui vise manifestement deux objectifs. D'un côté, il s'agit d'annuler la dimension politique de l'insurrection en la rejetant dans la sphère muette d'une violence anhistorique : le massacre (de 71 civils) gomme l'insurrection (à laquelle ont participé des dizaines de milliers d'Algériens) ainsi que ses raisons profondes. D'un autre côté, il s'agit de fournir une cause, ou au moins un antécédent temporel, pour justifier la violence démesurée de la répression (autour de 7 500 morts selon Claire Mauss-Copeaux). D'ailleurs, le choix du mot « représailles » (et non « répression ») pour la dernière partie du livre évoque, par analogie, un mécanisme rhétorique bien connu des spécialistes des Résistances dans l'Europe occupée : noircir et délégitimer

¹² *Ibid.*, p. 168.

¹³ *Ibid.*, p. 94.

l'action des maquisards pour corroborer l'idée d'un châtement nécessaire à remettre les choses dans leur ordre naturel¹⁴.

Jusqu'à la fin du mois d'août 1955, on assiste en effet dans le Constantinois à une véritable et massive « chasse à l'Arabe » : le phénomène est évoqué par toutes les recherches abordant le sujet¹⁵. Mais l'auteure nous en montre la dimension systémique, inscrite dans le cadre des directives de l'armée : on est bien loin des fictions rassurantes de la "bavure". Les civils ont aussi participé aux « chasses ». Dans le sillage des travaux de Stéphane Audoin-Rouzeau et de Christian Ingrao, il serait souhaitable que d'autres recherches approfondissent l'étude de cette dimension cynégétique de la répression.

Ce livre pionnier a ainsi l'immense mérite d'avoir défriché le terrain et indiqué de nombreuses nouvelles pistes de recherche. La voie ne vient que d'être ouverte et beaucoup de points restent à éclaircir. Claire Mauss-Copeaux en est d'ailleurs consciente et l'écrit à plusieurs reprises.

S'il y a une observation critique à avancer, cela concerne la déception relative à l'usage des entretiens. Dans ses travaux précédents – sur la parole des anciens combattants d'Algérie ainsi que sur Chypre divisée – les récits, les voix, les paroles étaient mis en valeur, traités comme événements historiques¹⁶. C'était presque une première dans l'historiographie française, encore si « centrée sur le contact sacré et sacralisant avec les archives » écrites (Bourdieu)¹⁷. Jusqu'ici, l'historienne s'était refusée à un usage des entretiens dans un but « folklorique », « décoratif » ou « par faute d'archives écrites ». Dans ce nouveau livre, en revanche, on entend très peu les gens parler : or, la richesse des sources (non seulement orales) n'est pas seulement dans ce qu'elles disent mais aussi comment elles le disent. On comprend toutefois que face à une matière si controversée, si magmatique, Claire Mauss-Copeaux se soit donnée pour tâche principale « l'établissement des faits ». On comprend aussi pourquoi le livre est dédié au regretté Pierre Vidal-Naquet.

14 Voir par exemple Alessandro Portelli, *L'ordine è già stato eseguito. Roma, le Fosse Ardeatine, la memoria*, Roma, Donzelli, 1999 (non traduit en français mais désormais disponible en anglais chez Palgrave Macmillan).

15 Voir par exemple : Charles-Robert Ageron, *L'insurrection du 20 août dans le Nord-Constantinois*, *op. cit.*, p. 40 ; Sylvie Thénault, *Histoire de la guerre d'indépendance algérienne*, Paris, Flammarion, 2005, p. 49 ; Benjamin Stora, « Le massacre du 20 août 1955. Récit historique, bilan historiographique », *Historical Reflections*, 36 (2010), n° 2, p. 84.

16 Voir Claire Mauss-Copeaux, *Appelés en Algérie. La parole confisquée*, Paris, Hachette, 1998 ; Claire Mauss-Copeaux et Étienne Copeaux, *Taksim ! Chypre divisée, 1964-2005*, Lyon, Aedelsa, 2005.

17 Pierre Bourdieu, « Sur les rapports entre la sociologie et l'histoire en Allemagne et en France », *ARSS*, n° 106-107, mars 1995, p. 110.